



Déclaration préalable FSU CTSD du 15 octobre 2018

L'an dernier, lors des mesures de carte scolaire, nous vous avons alerté sur les conséquences des dédoublements CP-CE1 sur le fonctionnement des écoles au delà des demandes ministérielles :

- effectifs surchargés des autres classes de REP et hors REP. Ce qui crée des tensions dans les équipes et entre enseignants ;
- aménagement des classes dans l'urgence avec disparition d'espace commun (BCD, salle pour infirmière, RASED ...) et création de locaux peu fonctionnels ;

Nous constatons à cette rentrée que les difficultés soulevées sont présentes et nous vous demandons d'en tenir compte.

Les évaluations CP-CE1, telles qu'elles ont été proposées par le ministère ont semés le trouble dans les équipes :

- items obscurs voir piégeant, ergonomie visuelles inadaptée, mise en échec programmée des élèves, enseignants réduits à faire passer un test, temps largement sous-estimé pour la saisie, logiciel de saisie non opérationnel ;

Combien d'élèves ont dû être consolés, rassurés et pour quelles conclusions ?

La majorité des enseignants savait en regardant les évaluations proposées que les résultats seraient négatifs. Était-ce le but final ?

Quand on veut piquer son chien, on l'accuse de la rage.

Dans le secondaire, l'année dernière à quelques jours près, on nous avait annoncé un risque d'une baisse des effectifs à la rentrée 2018. En effet avec 8 536 élèves (contre 8 591 au constat de septembre 2017) en classes hors Éducation Prioritaire et 3 665 (contre 3 611) en Éducation Prioritaire soit 12 201 élèves (contre 12 202 élèves), nous obtenons seulement une baisse de -1 élève par rapport à septembre 2017 en collège et +27 élèves d'après les prévisions de mars 2018.

428 élèves en SEGPA (contre 469 élèves) soit -41 élèves s'expliquant par la volonté administrative de fermer des sections et de limiter les inscriptions. Combien d'orientations refusées par la CDOEA ? Et surtout sur quels critères transparents connus de tous ?

Donc, avec une baisse d'effectif de -42 élèves, l'administration a décidé de supprimer 6 classes par rapport à la rentrée 2017 avec :

489 divisions ordinaires (contre 493 à la rentrée 2017),
toujours 10 ULIS
35 SEGPA (contre 37).

Tout ceci résulte d'une volonté néfaste de faire des économies à tout prix notamment en dégradant les conditions d'études des élèves et du travail des personnels enseignants, AED, AESH, ...

On est bien loin d'une rentrée satisfaisante comme peuvent s'en réjouir certain.

Il y a aussi de gros écarts dans certains établissements :

Beurnonville +28 élèves et Marie Curie +23 par rapport aux prévisions de mars 2018.
Qu'a-t-il été mis en place pour absorber ces arrivées ?

En conséquence de ses politiques, concernant les moyennes d'effectifs par établissement :

- En 6ème, Méry est à 29,75 soit au dessus du seuil.
- En 4ème, Marie Curie est à 25,57 soit au dessus du seuil.
- Langevin Romilly atteint quasi sa capacité d'accueil maximale avec aucun niveau en dessous de 24 ce qui fait beaucoup pour un collège REP où des arrivées massives pendant l'année scolaire fragilisent encore plus la situation.
- d'autres situations chargées :
 - En 3ème Bar/Aube est à 28,25 et atteint sa capacité maximale en 5ème avec 29.
 - En 5ème, Bar/Seine est à 28,50.
 - En 5ème, Beurnonville est à 28,80.
 - En 6ème, Nogent/Seine est à 27,50.
 - En 6ème Pont Ste Marie est à 27,60.
 - En 6ème, Venduvre est à 27,50.
 - En 6ème, Pithou est à 24,83, 24 en 4ème et 24,2 en 3ème.
 - Brossolette est à 24,40 en 5ème et à 24,75 en 4ème.
 - Camus est à 24,33 en 6ème et 24,50 en 5ème.
 - Les Jacobins sont à 24,60 en 4ème et 24,20 en 3ème.

Et encore, les rentrées suivantes seront beaucoup plus alarmantes. En effet, le ministre persiste en supprimant près de 2650 postes dans le secondaire et 400 postes d'administratif à la rentrée 2019 (auxquels s'ajoute déjà les 2600 emplois de stagiaires déjà supprimés au concours). Ces mesures coïncident étrangement avec une réforme combattu par la FSU, celle du lycée.

L'Aube a déjà perdu 18 postes à cette rentrée (16 en collège et 2 en lycée).
Comment notre département sera t-il impacté ?

Comble du mépris, Mr Blanquer annonce un futur changement des statuts pour pallier à ses suppressions : 2h supplémentaires imposables.

D'autres raison de ne pas se réjouir de cette rentrée :

- les 90€ de CVEC (contribution vie étudiante et campus) que doivent payer les

- stagiaires de l'ESPE dont nous demandons l'exonération et le remboursement. Le Ministère employeur doit prendre en charge la formation professionnelle ;
- le manque de place dans l'enseignement supérieur qui n'est évidemment pas réglé par Parcoursup ;
 - la fermeture progressive des CIO laissera la place libres aux officines privées, et le transfert des DRONISEP aux régions favorisera le lobbying des branches professionnelles. Ces dernières n'auront comme objectif que de répondre aux besoins locaux des entreprises, ce qui aura pour conséquence de nier les projets d'orientation des élèves ;
 - L'évaluation envahissante en CP, 6ème et 2nd qui va devenir un nouvel outil de contrôle des enseignants, permettant de classer les établissements et de les mettre en concurrence , et d'imposer des doctrines pédagogiques;

C'est pourquoi la FSU appelle l'ensemble des acteurs du monde éducatif à la grève le 12 novembre prochain pour défendre les salaires, les conditions de travail, pour offrir aux élèves des conditions d'apprentissage acceptables, des effectifs permettant de travailler sereinement et une offre éducative de qualité sur l'ensemble du territoire. Le Ministre doit renoncer à ces projets mortifères pour la profession.

